

Loi du 27 novembre 1990 portant approbation de l'Accord entre les Gouvernements du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume de Belgique, et le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Moscou, le 9 février 1989.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 16 octobre 1990 et celle du Conseil d'Etat du 8 novembre 1990 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Article unique. Est approuvé l'Accord entre les Gouvernements du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume de Belgique, et le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Moscou, le 9 février 1989.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre des Affaires Etrangères,
du Commerce Extérieur
et de la Coopération,
Jacques F. Poos*

Château de Berg, le 27 novembre 1990.
Jean

Doc. parl. 3376: sess. ord. 1989-1990 et 1990-1991.

ACCORD

**entre les Gouvernements
du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume de Belgique,
et le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques,
concernant l'encouragement et la protection réciproques
des investissements**

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

et

le Gouvernement du Royaume de Belgique,

d'une part

et

le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques,

d'autre part,

désireux

de créer des conditions favorables à la réalisation d'investissements par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante,

considérant

l'influence bénéfique que pourra exercer le présent Accord pour améliorer les contacts d'affaires et renforcer la confiance dans le domaine des investissements,

sont convenus de ce qui suit:

Article 1

1. Dans le présent Accord:

1.1. Le terme „investisseur” désigne:

1.1.1. toute personne physique qui, selon la législation luxembourgeoise, belge ou soviétique est considérée comme citoyen du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume de Belgique ou de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques respectivement et qui peut, conformément à la législation de son pays, réaliser des investissements sur le territoire de l'autre Partie contractante.

- 1.1.2. toute personne morale constituée selon la législation luxembourgeoise, belge ou soviétique, ayant son siège social sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume de Belgique ou de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques respectivement et qui peut, conformément à la législation de son pays, réaliser des investissements sur le territoire de l'autre Partie contractante.
- 1.2. Le terme „investissements” désigne tous les éléments d'actif que les investisseurs d'une Partie contractante investissent sur le territoire de l'autre Partie contractante conformément à la législation de celle-ci et notamment:
 - 12.1. les biens (bâtiments, installations, équipements et autres valeurs matérielles);
 - 1.2.2. les avoirs financiers, ainsi que les actions et autres formes de participation et les créances y relatives;
 - 1.2.3. les droits relatifs à toutes prestations ayant une valeur économique;
 - 1.2.4. les droits de propriété intellectuelle tels que les brevets, les marques et appellations d'origine, le nom commercial, les dessins et modèles, les droits d'auteur ainsi que les procédés techniques et le savoir-faire.

Le terme „investissements” désigne également les investissements indirects réalisés par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante, par l'intermédiaire d'un investisseur d'un Etat tiers.

Aucune modification de la forme juridique des investissements ou réinvestissements n'affecte leur qualification d'„investissements” au sens du présent Accord.
- 1.3. Le terme „revenus” désigne les sommes perçues ou à percevoir et qui résultent d'investissements, et notamment les bénéfices, dividendes, intérêts, redevances issues de droits d'auteur et de licences, commissions et rémunérations pour assistance ou services techniques.
2. Le présent Accord s'applique au territoire de chacune des Parties contractantes, ainsi qu'à la zone économique et au plateau continental qui s'étendent au-delà des eaux territoriales de chacune des Parties contractantes concernées et sur lesquels celles-ci exercent conformément au droit international leurs droits souverains et leur juridiction aux fins d'exploration, d'exploitation et de conservation des ressources naturelles.

Article 2

Chaque Partie contractante garantit que la clause de la nation la plus favorisée sera appliquée aux investisseurs de l'autre Partie contractante dans toutes les matières visées au présent Accord, et plus particulièrement aux articles 4, 5 et 6, à l'exclusion toutefois des privilèges qu'une Partie contractante accorde aux investisseurs d'un Etat tiers sur base:

- de sa participation à une union douanière ou à diverses organisations économiques internationales;
- d'une convention en vue d'éliminer la double imposition ou d'autres arrangements en matière fiscale.

Article 3

Chacune des Parties contractantes encourage les investissements des investisseurs de l'autre Partie contractante et admet sur son territoire ces investissements conformément à sa législation.

Article 4

1. Chacune des Parties contractantes s'engage à assurer sur son territoire aux investissements effectués par des investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement juste et équitable excluant toute mesure injustifiée ou discriminatoire qui pourrait entraver leur gestion, leur entretien, leur jouissance ou leur liquidation.
2. Sous réserve des mesures nécessaires au maintien de l'ordre public, ces investissements jouissent d'une sécurité et d'une protection constantes.

Article 5

Les investissements effectués par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante ne peuvent pas être expropriés, nationalisés ou soumis à toutes autres mesures ayant des effets similaires sauf si ces mesures sont prises dans l'intérêt public, selon une procédure légale et ne sont pas discriminatoires.

De plus, elles doivent être assorties de dispositions prévoyant le paiement d'une indemnité dont le montant devra correspondre à la valeur réelle des investissements concernés à la veille du jour où les mesures sont prises ou rendues publiques.

Cette indemnité sera payée sans délai aux investisseurs en monnaie convertible et sera librement transférable.

Article 6

1. Chacune des Parties contractantes garantit aux investisseurs de l'autre Partie contractante le libre transfert en monnaie convertible de leurs avoirs financiers relatifs à des investissements, à savoir:
 - 1.1. du capital initial et des montants complémentaires visant à maintenir ou accroître l'investissement;
 - 1.2. des revenus qui résultent de l'investissement;
 - 1.3. des sommes destinées au remboursement d'emprunts relatifs à l'investissement;
 - 1.4. des sommes dues à l'investisseur à la suite d'une vente ou d'une liquidation totale ou partielle de l'investissement;
 - 1.5. des indemnités dues en application de l'article 5.
2. Les transferts visés au paragraphe 1. sont effectués au taux de change applicable à la date du transfert et en vertu de la réglementation de change en vigueur en la matière dans l'Etat sur le territoire duquel l'investissement a été effectué.
3. Chacune des Parties contractantes prend les dispositions nécessaires pour qu'après accomplissement des formalités prescrites par sa législation, les transferts soient assurés sans délai, sans autre charge que des taxes et frais usuels y relatifs.

Article 7

1. Si en vertu d'une garantie légale ou contractuelle couvrant les risques non commerciaux des investissements, des indemnités sont payées à un investisseur de l'une des Parties contractantes, l'autre Partie contractante reconnaît la subrogation de l'assureur dans les droits de l'investisseur indemnisé, dans les limites de la quotité du risque effectivement couverte par la garantie et payée à l'investisseur.
3. Conformément à la garantie donnée pour l'investissement concerné, l'assureur est admis à faire valoir tous les droits que l'investisseur aurait pu exercer si l'assureur ne lui avait pas été subrogé dans ce cas, les droits de l'assureur ne doivent pas dépasser celui de l'investisseur.

Article 8

1. Le présent Accord ne peut empêcher les investisseurs de se prévaloir de dispositions plus favorables contenues dans la législation qui leur est applicable sur le territoire de la Partie contractante où les investissements ont été effectués ou dans les Accords Internationaux auxquels les Parties contractantes ont souscrit ou souscriront.
2. Les investisseurs d'une Partie contractante peuvent conclure avec les investisseurs de l'autre Partie contractante des accords spécifiques dont les dispositions ne peuvent toutefois pas être contraires au présent Accord et à la législation de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'investissement est effectué.

Article 9

1. Tout différend entre les Parties contractantes relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord doit être réglé, autant que possible, par la voie diplomatique,
2. Si ce différend ne peut être réglé de la manière prévue au paragraphe 1., il est soumis à l'examen d'une commission mixte, composée de représentants des Parties contractantes; celle-ci se réunit dans les délais les plus brefs à la demande de l'une des Parties contractantes;
3. Si la Commission mixte ne peut régler le différend dans un délai de six mois à dater du commencement des négociations, il est soumis à un tribunal d'arbitrage, à la demande de l'une des Parties contractantes.

4. Pour chaque cas concret, le tribunal d'arbitrage sera constitué de la manière suivante: chaque Partie contractante désigne un arbitre et les deux arbitres désignent ensemble un troisième arbitre, qui sera ressortissant d'un Etat tiers, comme président dudit tribunal. Les arbitres doivent être désignés dans un délai de trois mois, le président dans un délai de quatre mois, à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes a fait part à l'autre Partie contractante de son intention de soumettre le différend à un tribunal d'arbitrage.
5. Si les délais prévus au paragraphe 4. n'ont pas été observés, chaque Partie contractante peut s'adresser au Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies afin qu'il procède aux nominations nécessaires.
6. Le tribunal d'arbitrage statue sur base des dispositions du présent Accord et des règles et principes de droit international généralement admis.
7. Le tribunal d'arbitrage fixe ses propres règles de procédure.
8. Le tribunal d'arbitrage prend ses décisions à la majorité des voix; elles sont définitives et obligatoires pour les Parties contractantes.
9. Chaque Partie contractante supporte les frais de son arbitre et de sa représentation dans la procédure d'arbitrage. Les frais du président du tribunal d'arbitrage et les autres frais sont supportés à parts égales par les Parties contractantes.

Article 10

1. Tout différend entre l'une des Parties contractantes et un investisseur de L'autre Partie contractante, relatif au montant ou au mode de paiement des indemnités dues en vertu de l'article 5, fait l'objet d'une notification écrite accompagnée d'un aide-mémoire détaillé adressée par cet investisseur à la Partie contractante concernée. Dans la mesure du possible, les parties au différend tentent de le régler d'une manière qui les agréé mutuellement.
2. Si le différend ne peut être réglé de cette manière dans un délai de six mois à compter de la date de la notification écrite visée au paragraphe 1., il est soumis, au choix de l'investisseur:
 - 2.1. à l'Institut d'Arbitrage de la Chambre de Commerce de Stockholm;
 - 2.2. à l'arbitrage „ad hoc” selon le règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).
3. L'arbitrage se fonde sur:
 - 3.1. les dispositions du présent Accord;
 - 3.2. le droit national de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'investissement est situé, y compris les règles relatives aux conflits de lois;
 - 3.3. les règles et principes de droit international généralement admis.
4. Les sentences d'arbitrage sont définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie contractante s'engage à exécuter les sentences en conformité avec sa législation nationale.

Article 11

Chaque Partie contractante peut proposer à l'autre Partie contractante de se consulter propos de toute matière touchant à l'exécution ou à l'interprétation du présent Accord. L'autre Partie contractante prendra les dispositions propres à rendre cette consultation possible.

Article 12

Le présent Accord s'applique aux investissements effectués sur le territoire de l'une des Parties contractantes par des investisseurs de l'autre Partie contractante, à partir du 1er janvier 1964.

Article 13

1. Le présent Accord entre en vigueur trente jours à compter de la date à laquelle les Parties contractantes se sont notifié que les procédures requises à cet effet dans leurs pays respectifs sont accomplies. Le présent Accord reste en vigueur pour une période de quinze ans. A moins que l'une des Parties contractantes ne le dénonce par écrit au moins douze mois avant l'expiration de sa période de validité, il est reconduit tacitement jusqu'à ce que l'une des Parties contractantes notifie par écrit à l'autre Partie contractante sa volonté de mettre fin au présent Accord. Cette notification sort ses effets douze mois à compter de la date de sa réception par l'autre Partie contractante.

2. Les investissements effectués avant l'expiration du présent Accord lui restent soumis pour une période de quinze ans à compter de la date de ladite expiration.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Accord.

FAIT à Moscou, le 9 février 1989.

En triple original, chacun en langues française et russe, chaque texte faisant également foi.

*Pour le Gouvernement
du Grand-Duché
de Luxembourg:*

Hubert WURTH

*Pour le Gouvernement
du Royaume
de Belgique:*

Willy CLAES
Robert URBAIN

*Pour le Gouvernement
de l'Union des Républiques
Socialistes Soviétiques:*

Boris TOLSTYKH
Vladimir PANSKOV

*

PROTOCOLE

à l'Accord entre les Gouvernements du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume de Belgique, et le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

Lors de la signature de l'Accord entre les Gouvernements du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume de Belgique, et le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, les mandataires soussignés sont en outre convenus de donner l'interprétation suivante à l'article 2 de l'Accord précité:

„L'Union des Républiques Socialistes-Soviétiques accorde, sur son territoire, aux investisseurs du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume de Belgique un traitement au moins égal à celui qu'elle accorde aux investisseurs des pays qui sont membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques à la date du présent Protocole”.

Ce Protocole fait partie intégrante de l'Accord prémentionné.

FAIT à Moscou, le 9 février 1989.

En triple original, chacun en langues française et russe, chaque texte faisant également foi.

*Pour le Gouvernement
du Grand-Duché
de Luxembourg:*

Hubert WURTH

*Pour le Gouvernement
du Royaume
de Belgique:*

Willy CLAES
Robert URBAIN

*Pour le Gouvernement
de l'Union des Républiques
Socialistes Soviétiques:*

Boris TOLSTYKH
Vladimir PANSKOV

*

Loi du 3 décembre 1990 portant approbation de l'Accord portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise, signé à Luxembourg, le 24 mai 1989.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés:

Vu la décision de la Chambre des Députés du 16 octobre 1990 et celle du Conseil d'Etat du 8 novembre 1990 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Article unique. Est approuvé l'Accord portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise, signé à Luxembourg, le 24 mai 1989.

СОГЛАШЕНИЕ
от 9 февраля 1989 года

МЕЖДУ ПРАВИТЕЛЬСТВОМ
СОЮЗА СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК
И ПРАВИТЕЛЬСТВАМИ КОРОЛЕВСТВА БЕЛЬГИИ И ВЕЛИКОГО
ГЕРЦОГСТВА
ЛЮКСЕМБУРГ О ВЗАИМНОМ ПООЩРЕНИИ И ВЗАИМНОЙ
ЗАЩИТЕ КАПИТАЛОВЛОЖЕНИЙ

Правительство Союза Советских Социалистических Республик, с одной стороны, и Правительство Королевства Бельгии и Правительство Великого Герцогства Люксембург, с другой стороны,

желая создать благоприятные условия для осуществления капиталовложений инвесторами одной Договаривающейся Стороны на территории другой Договаривающейся Стороны,

принимая во внимание положительное влияние, которое может иметь настоящее Соглашение для улучшения деловых контактов и укрепления доверия в области капиталовложений,

согласились о нижеследующем:

Статья 1

1. В настоящем Соглашении:

1.1. Термин "инвестор" означает:

1.1.1. любое физическое лицо, которое согласно советскому, бельгийскому или люксембургскому законодательству считается гражданином Союза Советских Социалистических Республик, Королевства Бельгии или Великого Герцогства Люксембург соответственно и которое в соответствии с законодательством своей страны может осуществлять капиталовложения на территории другой Договаривающейся Стороны;

1.1.2. любое юридическое лицо, образованное в соответствии с советским, бельгийским или люксембургским законодательством и имеющее свое местонахождение на территории Союза Советских Социалистических Республик, Королевства Бельгии или Великого Герцогства Люксембург соответственно, которое в соответствии с законодательством своей страны может осуществлять капиталовложения на территории другой Договаривающейся Стороны.

1.2. Термин "капиталовложения" означает все виды имущественных ценностей, которые инвесторы одной Договаривающейся Стороны вкладывают на территории другой Договаривающейся Стороны в соответствии с ее законодательством, и в частности:

1.2.1. имущество (здания, сооружения, оборудование и другие материальные ценности);

1.2.2. денежные средства, а также акции и другие формы участия и относящиеся к ним права требования;

1.2.3. права требования, относящиеся к любым услугам, имеющим экономическую ценность;

1.2.4. права на интеллектуальную собственность, в частности патенты, товарные знаки и знаки обслуживания наименования мест происхождения, фирменные

наименования, промышленные образцы, авторские права, а также технология и "ноу-хау".

Термин "капиталовложения" означает также косвенные капиталовложения, осуществленные инвесторами одной из Договаривающихся Сторон на территории другой Договаривающейся Стороны при посредстве инвестора третьего государства.

Никакое изменение юридической формы, в которой были первоначально или повторно вложены имущественные ценности, не влияет на их квалификацию в качестве "капиталовложений" в смысле настоящего Соглашения.

1.3. Термин "доходы" означает суммы, которые получены или могут быть получены в результате капиталовложений, в частности в качестве прибыли, дивидендов, процентов, авторских, лицензионных и комиссионных вознаграждений, платежей за техническую помощь и техническое обслуживание.

2. Настоящее Соглашение распространяется на территорию каждой из Договаривающихся Сторон, а также на экономическую зону и континентальный шельф, которые простираются за пределы территориальных вод каждой из соответствующих Договаривающихся Сторон и над которыми они осуществляют в соответствии с международным правом свои суверенные права и юрисдикцию в целях разведки, разработки и сохранения природных ресурсов.

Статья 2

Каждая Договаривающаяся Сторона гарантирует применение к инвесторам другой Договаривающейся Стороны режима наиболее благоприятствуемой нации во всех вопросах, о которых идет речь в настоящем Соглашении, и в частности в статьях 4, 5 и 6, за исключением, однако, преимуществ, предоставляемых одной Договаривающейся Стороной инвесторам третьего государства на основе:

ее участия в таможенном союзе или различных международных экономических организациях;

соглашения об устранении двойного налогообложения или других договоренностей по вопросам налогообложения.

Статья 3

Каждая из Договаривающихся Сторон поощряет капиталовложения инвесторов другой Договаривающейся Стороны и допускает на своей территории эти капиталовложения в соответствии со своим законодательством.

Статья 4

1. Каждая из Договаривающихся Сторон обязуется обеспечить на своей территории для капиталовложений, осуществленных инвесторами другой Договаривающейся Стороны, справедливый и равноправный режим, исключая любые неоправданные или дискриминационные меры, которые могли бы помешать управлению капиталовложениями, их содержанию, пользованию ими или их ликвидации.

2. За исключением случаев необходимости принятия мер по поддержанию общественного порядка, эти капиталовложения пользуются постоянными безопасностью и защитой.

Статья 5

Капиталовложения, осуществленные инвесторами одной Договаривающейся Стороны на территории другой Договаривающейся Стороны, не могут быть экспроприированы, национализированы или подвергнуты каким-либо другим мерам, имеющим аналогичные последствия, за исключением случаев, когда такие меры принимаются исходя из общественных интересов в соответствии с установленным законодательством порядком и не являются дискриминационными.

Кроме того, они должны сопровождаться принятием положений, предусматривающих выплату возмещения, размер которого должен соответствовать реальной стоимости затронутых капиталовложений на день, предшествующий дню принятия или обнародования этих мер.

Такое возмещение без задержки выплачивается инвесторам в свободно конвертируемой валюте и свободно переводится.

Статья 6

1. Каждая из Договаривающихся Сторон гарантирует инвесторам другой Договаривающейся Стороны беспрепятственный перевод их денежных средств в свободно конвертируемой валюте в связи с капиталовложениями, а именно:

1.1. сумм первоначального капиталовложения и дополнительных сумм для поддержания или увеличения капиталовложения;

1.2. доходов от капиталовложения;

1.3. сумм, предназначенных для погашения займов, относящихся к капиталовложению;

1.4. сумм, причитающихся инвестору в связи с продажей, полной или частичной ликвидацией капиталовложения;

1.5. возмещения, причитающегося в соответствии со статьей 5 настоящего Соглашения.

2. Переводы, упомянутые в пункте 1 настоящей статьи, осуществляются по текущему обменному курсу на дату перевода и в соответствии с действующим в данной области валютным регулированием в государстве, на территории которого было произведено капиталовложение.

3. Каждая из Договаривающихся Сторон принимает необходимые меры для того, чтобы после выполнения всех предусмотренных ее законодательством формальностей обеспечить осуществление переводов без задержки и без оплаты каких-либо других расходов, кроме обычных налогов и расходов по переводам.

Статья 7

1. Если в соответствии с вытекающей из закона или контракта гарантией, покрывающей некоммерческий риск капиталовложения, инвестору одной Договаривающейся Стороны выплачивается возмещение, то другая Договаривающаяся Сторона признает суброгацию страховщика в правах инвестора, получившего возмещение, в пределах той части риска, которая действительно покрыта гарантией и выплачена инвестору.

2. В соответствии с гарантией, предоставленной в отношении соответствующего капиталовложения, за страховщиком признаются все права, которые мог бы осуществить инвестор, если бы страховщик не заменил бы его в правоотношении; в этом случае права страховщика не должны превышать прав инвестора.

Статья 8

1. Настоящее Соглашение не может воспрепятствовать инвесторам воспользоваться более благоприятными положениями, содержащимися в применимом к ним законодательстве Договаривающейся Стороны, на территории которой осуществлены капиталовложения, или в международных соглашениях, в которых участвуют или будут участвовать Договаривающиеся Стороны.

2. Инвесторы одной Договаривающейся Стороны могут заключать с инвесторами другой Договаривающейся Стороны отдельные соглашения, положения которых не могут вступать, однако, в противоречие с настоящим Соглашением и с законодательством Договаривающейся Стороны, на территории которой осуществлено капиталовложение.

Статья 9

1. Любой спор между Договаривающимися Сторонами относительно толкования или применения настоящего Соглашения должен, по возможности, разрешаться дипломатическим путем.

2. Если этот спор не может быть разрешен способом, предусмотренным в пункте 1 настоящей статьи, то он передается на рассмотрение смешанной комиссии, в состав которой входят представители Договаривающихся Сторон. Эта комиссия собирается в возможно короткий срок по просьбе одной из Договаривающихся Сторон.

3. Если смешанная комиссия не может разрешить спор в течение шести месяцев с даты начала переговоров, он передается на рассмотрение третейского суда по просьбе одной из Договаривающихся Сторон.

4. Третейский суд будет создаваться для каждого конкретного случая следующим образом: каждая из Договаривающихся Сторон назначает по одному арбитру, эти два арбитра совместно назначают третьего арбитра, являющегося гражданином третьего государства, который будет председателем упомянутого суда. Арбитры должны быть назначены в течение трех месяцев, а председатель - в течение четырех месяцев со дня, когда одна из Договаривающихся Сторон уведомила другую Договаривающуюся Сторону о своем намерении передать спор на рассмотрение третейского суда.

5. Если предусмотренные в пункте 4 сроки не будут соблюдены, любая из Договаривающихся Сторон может обратиться к Генеральному секретарю ООН с просьбой произвести необходимые назначения.

6. Третейский суд принимает решения на основе положений настоящего Соглашения, а также общепризнанных норм и принципов международного права.

7. Третейский суд устанавливает свои правила процедуры.

8. Третейский суд принимает решения большинством голосов; решения являются окончательными и обязательными для Договаривающихся Сторон.

9. Каждая Договаривающаяся Сторона несет расходы, связанные с деятельностью своего арбитра и ее представительством в арбитражной процедуре. Расходы, связанные с деятельностью председателя третейского суда, и другие расходы Договаривающиеся Стороны несут в равных долях.

Статья 10

1. Любой спор между одной из Договаривающихся Сторон и инвестором другой Договаривающейся Стороны, касающийся размера или порядка выплаты возмещения, подлежащего выплате в соответствии со статьей 5 настоящего Соглашения, является

предметом письменного уведомления, сопровождаемого подробной памятной запиской, которые инвестор направляет Договаривающейся Стороне, участвующей в споре. По мере возможности стороны в споре будут стремиться к урегулированию этого спора на взаимоприемлемой основе.

2. Если спор не может быть разрешен таким образом в течение шести месяцев с даты письменного уведомления, упомянутого в пункте 1 настоящей статьи, он передается на рассмотрение по выбору инвестора:

2.1. в Арбитражный институт Стокгольмской торговой палаты;

2.2. в арбитраж ad hoc в соответствии с Арбитражным регламентом Комиссии Организации Объединенных Наций по праву международной торговли (ЮНСИТРАЛ).

3. Арбитраж принимает решения на основе:

3.1. положений настоящего Соглашения;

3.2. национального права Договаривающейся Стороны, на территории которой размещены капиталовложения, включая коллизионные нормы права;

3.3. общепризнанных норм и принципов международного права.

4. Решения арбитража являются окончательными и обязательными для сторон в споре. Каждая Договаривающаяся Сторона обязуется исполнять эти решения в соответствии со своим национальным законодательством.

Статья 11

Каждая из Договаривающихся Сторон может предложить другой Договаривающейся Стороне провести консультации по поводу любого вопроса, касающегося исполнения или толкования настоящего Соглашения. Другая Договаривающаяся Сторона примет необходимые меры для проведения таких консультаций.

Статья 12

Настоящее Соглашение будет применяться ко всем капиталовложениям, осуществленным на территории одной из Договаривающихся Сторон инвесторами другой Договаривающейся Стороны, начиная с 1 января 1964 года.

Статья 13

1. Настоящее Соглашение вступает в силу по истечении тридцати дней с даты уведомления Договаривающимися Сторонами друг друга о выполнении необходимых для этого процедур, предусмотренных в их странах <*>. Настоящее Соглашение будет действовать в течение пятнадцати лет. Если ни одна из Договаривающихся Сторон не заявит в письменной форме о денонсации настоящего Соглашения по меньшей мере за двенадцать месяцев до истечения срока его действия, настоящее Соглашение автоматически продлевается до тех пор, пока одна из Договаривающихся Сторон письменно не уведомит другую Договаривающуюся Сторону о своем желании прекратить действие настоящего Соглашения. Уведомление вступает в силу через двенадцать месяцев с даты его получения другой Договаривающейся Стороной.

<*> Соглашение вступило в силу 18 августа 1991 г.

2. Капиталовложения, осуществленные до истечения срока действия настоящего Соглашения, регулируются им в течение пятнадцати лет начиная с даты истечения

срока его действия.

В удостоверение чего нижеподписавшиеся представители, должным образом на то уполномоченные, подписали настоящее Соглашение.

СОВЕРШЕНО в Москве 9 февраля 1989 года в трех экземплярах, каждый на русском и французском языках, причем все тексты имеют одинаковую силу.

(Подписи)

**ПРОТОКОЛ
от 9 февраля 1989 года**

**К СОГЛАШЕНИЮ
МЕЖДУ ПРАВИТЕЛЬСТВОМ СОЮЗА СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ
РЕСПУБЛИК И ПРАВИТЕЛЬСТВАМИ КОРОЛЕВСТВА БЕЛЬГИИ И
ВЕЛИКОГО
ГЕРЦОГСТВА ЛЮКСЕМБУРГ О ВЗАИМНОМ ПООЩРЕНИИ И ВЗАИМНОЙ
ЗАЩИТЕ КАПИТАЛОВЛОЖЕНИЙ**

При подписании Соглашения между Правительством Союза Советских Социалистических Республик и Правительствами Королевства Бельгии и Великого Герцогства Люксембург о взаимном поощрении и взаимной защите капиталовложений нижеподписавшиеся уполномоченные представители договорились также о следующем понимании статьи 2 указанного Соглашения:

"На территории Союза Советских Социалистических Республик инвесторам Королевства Бельгии и Великого Герцогства Люксембург предоставляется режим, по крайней мере равный режиму, который предоставляется инвесторам стран, являющихся членами Организации экономического сотрудничества и развития на момент подписания настоящего Протокола".

Настоящий Протокол является неотъемлемой частью указанного Соглашения.

Совершено в Москве 9 февраля 1989 года в трех экземплярах, каждый на русском и французском языках, причем все тексты имеют одинаковую силу.

(Подписи)
